

De la nécessité d'une victoire, de la nécessité des moyens

Les perspectives d'une grève générale illimitée et le contexte actuel à l'intérieur de l'ASSÉ soulèvent des enjeux importants et des profonds débats quant au rôle que joue notre organisation nationale dans la lutte contre l'austérité, thème central des deux dernières campagnes annuelles adoptées en Congrès. L'apparition des comités Printemps 2015 dans quelques endroits à travers le Québec a sans doute dynamisée la mobilisation et ouvre la possibilité d'un débrayage au cours des prochaines semaines. D'un autre côté, l'équipe nationale de l'ASSÉ s'est tâchée à exécuter les mandats du Congrès, notamment en organisant la tournée nationale sur l'austérité. Il y a sans doute des critiques légitimes à faire envers le travail du conseil exécutif ou les comités de l'ASSÉ. Cependant, plusieurs de celles-ci me semblent plutôt mal fondées, et parfois glissent même vers la mauvaise foi. Ce texte de réflexion se veut un petit rappel de la mission, des mandats, et des moyens d'action de l'ASSÉ, dans une conjoncture politique où ces éléments sont remis en question.

Le (seul) mandat de l'ASSÉ vis-à-vis Printemps 2015

Le dernier Congrès de l'ASSÉ a adopté une position se lisant comme suit :

« Que l'ASSÉ fasse la promotion de cette campagne auprès des syndicats, associations étudiantes et groupes communautaires et que l'on appelle à la formation de comités Printemps 2015 dans l'ensemble des institutions d'enseignement et lieux de travail du Québec; »¹ (je souligne)

Ceci s'agit de littéralement le seul mandat ayant été adopté en Congrès au sujet des comités Printemps 2015. Le 14 novembre, le conseil exécutif de l'ASSÉ envoya un courriel sur la liste interne ASSÉ-Support, encourageant les associations membres à « établir un dialogue avec les groupes et personnes allié-e-s dans la lutte contre l'austérité afin de ne pas tomber dans une logique corporatiste ou partisane », se disant disponible pour aider de quelconque façon à la création de comités de solidarité inspirés par le comité Printemps 2015 ayant vu le jour à l'UQAM, dans le respect de la souveraineté locale et sans contourner les efforts déjà mis en place. À mon sens, ce mandat a été respecté et exécuté. À moins de prendre le mandat au pied de la lettre (« *dans l'ensemble des institutions d'enseignement et lieux de*

¹ <http://www.asse-solidarite.qc.ca/wp-content/uploads/2014/10/resume-des-mandats-congres-des-25-et-26-octobre-2014.pdf>

travail du Québec ») et s'attendre à ce que l'exécutif fasse le tour de la province afin de visiter littéralement tous les milieux de travail, cégeps, universités et même les écoles primaire et secondaires. On peut argumenter que l'exécutif aurait pu faire plus. Certes, le conseil exécutif aurait pu faire plus pour appeler à la création de comités Printemps 2015. Mais posons-nous la question, aurait-il pu faire plus pour appliquer ce mandat sans mettre de côtés d'autres mandats qui ne sont pas moins importants? Le Congrès a mandaté l'équipe nationale de mobiliser les ressources de l'ASSÉ dans une campagne contre l'austérité et en défense de l'accessibilité et la qualité des services publics, qui implique de faire d'autres choses que d'appeler à la formation de groupes affinitaires. De plus, dès son début, le mouvement Printemps 2015 s'affiche comme étant une campagne de mobilisation en vue d'une grève générale illimitée qui se tiendrait, vous le devinez, au printemps 2015. Il serait illégitime et relèverait d'une logique « top-down » que l'équipe nationale de l'ASSÉ prenne les devants et coupe l'herbe sous les pieds du Congrès en appelant à la grève générale illimitée sans mandat clair. Ce n'est pas de l'immobilisme. Ce n'est pas de la social-traîtrise. C'est de la démocratie directe. La volonté populaire des membres de l'ASSÉ que représente le Congrès ne s'est simplement pas (encore) exprimée en ce sens. D'appliquer un mandat de Congrès *qui n'existe pas* serait contraire aux valeurs de démocratie directe desquelles est née l'ASSÉ. De plus, il me semble étrange qu'un mouvement affinitaire qui se veut autonome, indépendant et « grassroots » dépende à ce point de l'exécutif d'un syndicat national. À en voir les débats Facebook qui ressemblent plus à un concours de qui est le plus radical, on peut se questionner sur cette contradiction.

L'espoir d'un mouvement à l'extérieur de Montréal

L'ASSÉ représente maintenant près de 80000 membres dans plus de 40 associations étudiantes au Québec, de Mont-Laurier à Matane en passant par St-Félicien, Drummondville et Sherbrooke. Les mesures d'austérité effectuées par les derniers gouvernements se traduisent par des coupures dans leurs cégeps et universités et affecte leurs régions de façon spécifique, bien que la même logique y est présente dans tous les cas. Naturellement, nous partageons tous et toutes les mêmes intérêts, en tant qu'étudiantes et étudiants, en tant que citoyens et citoyennes, et en tant qu'utilisateurs et utilisatrices de nos services publics. Ainsi, la nécessité de s'organiser collectivement est autant manifeste qu'en 2012, sinon plus. Malgré cela, de nier les différences entre les réalités locales serait une erreur fatale à tout mouvement social qui doit prendre une ampleur panquébécoise. Saint-Félicien ou Drummondville, ce n'est pas l'UQAM ou Saint-Laurent. Des votes de grève ne sont pas quasiment gagnés d'avance dans

certaines régions comme elles peuvent l'être à Montréal. Le contexte est simplement différent. Une grève *générale* illimitée dès ce printemps semble relever de l'illusion si on ne considère pas le fait que certaines associations ne pourront probablement pas faire plus qu'une journée de grève cette année. Ce qui a marché et ce qui a toujours marché, c'est l'escalade des moyens de pression, où chaque action entreprise dans le cadre d'une lutte justifie la suivante, plus intense ou plus radicale. De nombreuses associations n'ont pas obtenu de mandat de grève depuis 2012. De s'attendre à une grève générale illimitée dès ce printemps de ces associations témoigne d'une déconnexion drastique de la réalité locale de ces membres. Évidemment, des campus comme l'UQAM ont un impressionnant bassin de militants et de militantes motivé-es à faire de la mobilisation à l'extérieur de leur région. Or, dans des discussions (notamment une au sujet de la campagne locale *À nous l'UQAM*), des militants et militantes débattent plutôt de comment propager la Bonne Nouvelle à la grandeur du Québec. Une attitude quasiment missionnaire visant à informer les régions éloignées de l'imminente grève générale illimitée qu'ils et elles vont devoir voter, combinée à une ignorance profonde (peut-être simplement maladroite) des réalités locales semble plutôt un exemple de montréalocentrisme extrême. Les enjeux et la vision des associations étudiantes provenant de régions éloignées ne sont pas moins pertinents ou importants. Justement, ces membres ont un intérêt à être affiliées à l'ASSÉ car justement c'est un milieu où elles peuvent amener leur voix directement au niveau national, au même pied d'égalité que n'importe quelle autre association des grands centres urbains. C'est ça la collectivisation de nos enjeux politiques et la construction d'un mouvement solidaire.

L'ASSÉ et les bases communes

L'histoire du Québec et du mouvement étudiant est marquée par des gains ayant été obtenus par des mouvements sociaux, construits par la mobilisation de masse. Or, j'ai l'impression qu'il y a un courant plutôt spontanéiste qui circule dans le mouvement étudiant, qui semble oublier que la mobilisation de masse est un travail de longue haleine qui se bâtit avec le temps. Une grève générale illimitée ne se déclenche pas en hurlant « Printemps 2015! ». Bien que les votes de grève connaissent du succès en ce moment (chapeau bas aux associations étudiantes pour ce gain), le tour est loin d'être joué. L'AFELC a remporté son vote avec une seule voix de différence, et on est encore dans les murs de l'UQAM dans ce cas de figure.

La force de l'ASSÉ est en grande partie dans son unité. Une campagne (de grève ou autre) qui est adoptée à une faible majorité est quasiment déjà vouée à l'échec, car à peine la moitié des associations étudiantes membres sont prêtes à embarquer dans une telle initiative. Bien qu'on puisse probablement tous et toutes s'entendre sur la nécessité d'organiser une riposte face au gouvernement et le programme d'austérité qu'il met en place, on peut se questionner de si le mouvement étudiant est prêt à déclencher une grève générale illimitée dès ce printemps, considérant que la dernière grève générale illimitée a nécessité environ deux ans de travail de terrain. Il me semble quasiment relever de la pensée magique que de croire qu'en appelant dès maintenant à une grève générale illimitée que les votes de grève vont s'accumuler et se reconduire à la grandeur du Québec et que le mouvement syndical se joindra spontanément au combat.

Quand on mobilise sur le terrain, on utilise l'argument que la grève générale illimitée est le dernier recours, notre arme ultime, et que si nous en sommes là c'est parce que justement c'est le moyen qui a conduit à des victoires dans le passé. Chaque fois que la grève générale échoue, il devient plus difficile d'argumenter que c'est un moyen nécessaire et utile.

Ceci n'est pas un appel à la démobilisation. Mon seul point est que la lutte contre l'austérité est beaucoup trop importante pour qu'on la perde. Nous devons à nous-mêmes et au reste de la société de mettre toutes les chances de notre côté. Le Congrès de l'ASSÉ est demain, et j'ai confiance que les associations membres trouveront la meilleure façon de continuer et d'intensifier la lutte contre les mesures d'austérité.

Benjamin Gingras, étudiant en psychologie à l'UQAM, membre de l'AFESH, et membre du comité de mobilisation de l'ASSÉ